

La Lettre



La Lettre de Solidarité Laïque

Janvier - février 2014 n° 44

Dossier

Pas d'éducation, pas d'avenir !



© DR
Enfant du Sénégal

33 %

des enfants exclus de l'éducation
sont en situation de handicap
dans le monde

977 €

C'est le seuil de pauvreté
en France

1 120 €

Smic pour 35h de travail
en France

1 630 €

C'est le niveau de vie médian
en France



Edito • Echéances 2014

Dominique Thys
Président de
Solidarité Laïque

Comme il est d'usage, je vous souhaite, chères lectrices et chers lecteurs de la Lettre de Solidarité Laïque, une excellente année 2014 et ce, en dépit des difficultés qui nous attendent mais avec l'espoir de les voir s'estomper. Cela dépend grandement de nous toutes et tous en tant que citoyennes et citoyens, donc également en tant qu'électrices et électeurs.

2014 verra l'organisation de deux élections importantes : les municipales en mars et les européennes en mai qui seront suivies par les sénatoriales en septembre. Elles sont, chacune sur leurs champs respectifs et sur leur territoire de compétences, importantes pour notre vie au quotidien : éducation, transports,

travail, culture, sports, vivre ensemble...

Solidarité Laïque, avec ses organisations membres, invite chacune et chacun à se mobiliser pour ces élections afin de contribuer au nécessaire débat démocratique à tous les niveaux, condition nécessaire (mais non suffisante) pour travailler à un humanisme ouvert qui refuse à la fois l'uniformisation planétaire, le repli sur « la tribu » telle que la définit J.F. Bayart (*L'illusion identitaire - éditions Fayard*) et qui garde à l'esprit la nécessité du doute face aux certitudes dogmatiques.

Meilleurs vœux à toutes et tous !

Les rapports annuel et financier de l'association sont consultables sur le site internet www.solidarite-laique.org

Ils peuvent être envoyés sur demande : Solidarité Laïque 22, rue Convisart 75 013 PARIS Tél : 01 45 35 13 13 - Courriel : relations-donateurs@solidarite-laique.org



Actions - p. 2

Éducation pour toutes et tous :
le compte n'y est toujours pas !

Dossier - p. 3 à 6

Pas d'éducation, pas d'avenir !

Actualités - p. 7

Il est temps de renouer le dialogue sur les droits de l'enfant !

La lettre de Solidarité Laïque - Directeur de la publication : Dominique Thys - Rédacteur en chef : Michel Debon - Comité technique : Laurence Bernabeu, Roland Biache, Majda Devienne, Carole Coupez, Philippe Jahshan.

A participé à ce numéro : Florine Pruchon. Solidarité Laïque : 22 rue Convisart - 75013 Paris - Tél. : 01 45 35 13 13 - Courriel : info@solidarite-laique.org - Site : www.solidarite-laique.org -

Conception et réalisation : Poussières d'Étoiles 01 60 92 42 72 - Impression : Maugein & Cie - Tulle - N° de commission paritaire en cours.

Organisations membres de Solidarité Laïque : Les associations : ADOSEN • ANIMAFAC • ASL • AFEV • ALEPPA • APAJH • CEMEA • DDEN • EEDF • ENTRAIDE ET SOLIDARITE DES LIBRES PENSEURS DE FRANCE • ENTRAIDE UNIVERSITAIRE • FAS • FCPÉ • AROEVEN • FTGR • FGR • FRANÇAIS DU MONDE-ADFE • GODF • GLMU • GCU • GREF • JPA • LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT • MAIF PREVENTION • ARTS ET VIE • DROITS HUMAINS • CMR • FRANÇAS • PEP • LDH • MAE PREVENTION • MLF • OMEP • Les coopératives : CASDEN • CME • OCCE • Les fondations : FONDATION GROUPE CHEQUES DEJEUNER • FONDATION MACIF • Les mutuelles : MAEE • LMDE • MAIF • MAE • MGEN • MUTUELLE DES MOTARDS • Les syndicats : CGT-FO • FSU • SE-UNSA • SGEN-CFDT • SI. EN UNSA EDUCATION • SNUIPP-FSU • UNSA • UNSA EDUCATION

Education pour toutes et tous : le compte n'y est toujours pas !

Certes, les objectifs de l'Education pour tous issus du forum de Dakar d'avril 2000 et les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en septembre de la même année ont permis un progrès important de l'accès à l'enseignement primaire pour garantir à toutes et à tous le droit à l'éducation.

Le nombre d'enfants non scolarisés dans le monde a diminué de 106 millions en 1999 à 61 millions en 2010, le taux net de scolarisation primaire atteignant 90% au niveau mondial, dont 89% pour les filles. Ces chiffres ne doivent pas pour autant cacher la très grande disparité des situations dans les pays, entre les pays et entre les filles et les garçons.

Effet de la crise (?), le nombre d'enfants encore exclus de l'école ne diminue plus depuis trois ans, s'agissant notamment des populations excentrées ou marginalisées dans les pays à faible revenu et a fortiori dans les pays les moins avancés.

Quant aux adultes analphabètes ou illettrés, ils sont au nombre de 793 millions dont 2/3 sont des femmes et ce malgré la production de programmes novateurs dans de nombreux pays. Ce volet, figurant pourtant dans les recommandations de Dakar, est le parent pauvre des programmations budgétaires nationales et de la communauté internationale.

Gagner la bataille pour l'éducation

En conséquence, l'éducation demeure un défi majeur pour tous les pays, quel que soit leur niveau de développement et au risque de se répéter, faut-il le rappeler, que l'éducation est également un levier essentiel pour atteindre d'autres objectifs de développement. Dans ce sens elle est un bien public mondial.

A l'heure du bilan ou presque, il faut constater que les OMD 2 et 3* ne seront pas atteints faute de volonté politique effective et en conséquence faute des financements nécessaires à leur réalisation.

Au-delà de ces constats, malgré leur intérêt certain, les OMD n'ont guère encouragé la participation des populations à la réali-



© Solidarité Laique

sation des programmes et des politiques qui les concernent. Ils n'ont pas permis, en particulier, de promouvoir des mécanismes opérationnels intégrant les personnes vivant dans la pauvreté et les groupes sociaux les plus exclus en tant que partenaires actifs des projets de développement. De ce fait, certains projets et programmes se sont révélés inadaptés, n'ont pas réussi à atteindre les objectifs visés et n'ont pas permis de tirer parti des savoirs locaux.

Le processus qu'il est convenu de nommer post-2015 a été lancé il y a plus de deux ans désormais. Les consultations vont bon train et les organisations françaises de la société civile via notamment Coordination Sud ont pu élaborer et remettre au gouvernement des propositions dont beaucoup ont été retenues. Solidarité Laique, avec ses organisations membres, a participé au processus et planché sur les questions éducatives (cf. lettre n°43) avec un objectif précis : faire remonter dans le calendrier international la question de l'éducation. Cette bataille, car s'en est une, s'inscrit dans la démarche portée par la Campagne mondiale pour l'éducation dont Solidarité Laique est membre.

Il faut gagner cette bataille pour l'éducation, il est encore temps !

*Voir page 5

Pisa

La publication de l'enquête Pisa* de l'OCDE entraîne immédiatement nombre de commentaires plus ou moins intéressants, à coup sûr intéressés pour ceux qui poussent des cris d'orfraie ou pour d'autres qui font l'autruche au regard des difficultés que rencontre notre système éducatif.**

Au-delà des interrogations sur la pertinence des indicateurs utilisés par l'OCDE, que l'école républicaine soit inégalitaire, ce n'est pas un scoop et le constat dépasse le propos partisan et les alternances politiques.

En effet, qui conteste que le nombre d'élèves en difficulté scolaire soit en augmentation ? Personne ! Des sociologues, des syndicalistes, des acteurs des associations complémentaires de l'école, ceux des parents d'élèves et bien d'autres en ont fait le constat il y a près de quarante ans.

Ce qui est profondément inquiétant c'est que le fossé s'agrandisse entre ceux qui réussissent et les autres. On constate que les mesures prises en direction des élèves des établissements en zones urbaines ou rurales fragilisées non seulement n'ont pas donné les résultats escomptés mais

a contrario ont souvent creuser les écarts. Réformer le système éducatif est une nécessité absolue. Le chemin pris par la refondation en cours est sans doute sinueux mais ouvre des perspectives intéressantes à condition d'y mettre les moyens financiers et humains nécessaires. C'est à cette condition que le système éducatif sera efficace pour toutes et tous.

*Pisa : programme international pour le suivi des acquis disponible sur le site www.solidarite-laique.org
OCDE : organisation de coopération et de développement économique

Pas d'éducation, pas d'avenir !



Agir concrètement sur le terrain

Le programme « Pas d'éducation, pas d'avenir » soutient, avec humilité et opiniâtreté, des microprojets d'aide à l'accès à l'éducation, prioritairement axés sur les objectifs du millénaire pour le développement 2 et 3.

Tous les ans, ce sont des constructions de classes, des réhabilitations de bibliothèques, des échanges avec les enseignants sur les pratiques pédagogiques, des actions de sensibilisation à l'environnement, des systèmes de cantines scolaires ou encore la mise en place de locaux informatiques qui sont financés dans le cadre de cette campagne de solidarité internationale.

Ces microprojets, s'ils sont portés par des associations françaises, répondent toujours à des besoins définis dans les pays concernés dans une démarche de développement associant les populations locales.

Il faut sensibiliser en France, sur les enjeux de la solidarité internationale et les difficultés d'accès à l'éducation.

La campagne est un temps fort pour mobiliser les différents publics, notamment les élèves, aux questions liées à la scolarisation que rencontrent les jeunes dans d'autres pays.

A cet effet, des outils pédagogiques sont diffusés et une page spéciale est consacrée à cet objectif sur le site officiel de la campagne.*

Ce dernier présente diverses ressources libres d'utilisation. Des exemples d'actions pédagogiques consacrées à la campagne « Pas d'éducation, pas d'avenir ! », des rapports de l'Unesco... sont disponibles afin de travailler en classe ou en centre de

loisirs et de vacances autour du droit à l'éducation pour tous. Les affiches de la campagne, réalisées bénévolement par des artistes de renom depuis 1984, sont notamment disponibles sur la page Facebook de « Pas d'éducation, pas d'avenir »

Participer et renforcer le plaidoyer pour l'Éducation pour tous

Il faut mobiliser les sociétés civiles au niveau local. Les projets financés dans le cadre de cette action de solidarité internationale sont définis dans les pays concernés et portés en France par des associations locales. Liées aux fédérations départementales de la Ligue de l'enseignement, aux organisations membres de Solidarité Laïque qui mènent la campagne au niveau local et animent le réseau, ce sont elles qui mettent concrètement sur pied le soutien aux partenaires des pays concernés.

En parallèle, elles mènent des actions d'éducation au développement et à la solidarité internationale en participant à des interventions dans des établissements scolaires, des centres de loisirs, des équipements de quartier...

La campagne « Pas d'éducation pas d'avenir » s'intègre dans les actions de plaidoyer conduites par Solidarité Laïque avec ses organisations membres (dont La Ligue de l'enseignement, les syndicats...) en particulier au sein de la Campagne mondiale pour l'éducation.

*www.pasdeducationpasdavenir.org

20 projets soutenus



La campagne 2014 se déroule sur l'ensemble du territoire national du mois de janvier et jusqu'à la fin du mois d'août. Solidarité Laïque et la Ligue de l'enseignement organisent un temps fort dans les établissements scolaires, les centres de loisirs, de vacances... du 12 au 25 mai 2014 et sur la voie publique le 18 mai.

Pépa 2013 :
20 projets soutenus dans 12 pays
Quelques exemples...

Asie

Myanmar (Birmanie)

Soutien aux enfants de l'école de Na Lin Kan dans le district de Chauk.

Partenaires : Association «Partner Association» et Ligue de l'enseignement de Paris

Projet : le village de Na Lin Kan est localisé au Sud du district de Chauk, dans la zone aride de la Birmanie. L'école du village de Na Lin Kan est en mauvais état et mal équipée. Les salles de classe ne sont pas séparées et les enfants sont assis par terre. La plupart d'entre eux n'ont pas de cartables. L'objectif du projet est donc de créer une dalle en béton au sol pour remplacer la couche de sable sur terre battue afin de permettre l'installation de mobilier scolaire. Il est question également de repeindre le bâtiment et de fournir des meubles et des fournitures scolaires pour les élèves.

Localisation : Beni Yakhlef, préfecture de Mohammedia

Projet : les douars de la commune rurale de Beni Yakhlef souffrent d'un manque d'espace répondant aux besoins culturels et de loisirs des enfants et des jeunes, et notamment d'infrastructures nécessaires à l'encadrement et l'animation socioculturelle. L'objectif est donc de financer un cinéma ambulant comme outil de sensibilisation des élèves des écoles rurales. Le cinéma sera utilisé comme un moyen pour éduquer à la citoyenneté et diminuer la déperdition scolaire dans le milieu rural.

Afrique sub-saharienne

Burkina Faso

Promotion de l'éducation, alphabétisation, activités génératrices de revenus des femmes de Déou et Oursi dans la province de l'Oudalan.

Partenaires : association Adeb (Aide au développement par l'éducation au Burkina Faso) et Ligue de l'enseignement des Yvelines.

Le projet s'inscrit dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et consiste à créer des actions de sensibili-

Cette année c'est Bruce Clarke qui a dessiné le visuel de la campagne Pépa (cf. la 4ème de couverture).

Né en 1959, à Londres, après des études aux Beaux-Arts à Leeds University, Grande-Bretagne, il s'installe en France. Son travail plastique traite de l'histoire contemporaine, de l'écriture et de la transmission de cette histoire. Il souhaite que sa peinture stimule une réflexion sur le monde contemporain et la représentation qu'on en fait. Plasticien et photographe, il expose depuis 1989 en France et à l'étranger.

Plus d'informations
www.bruce-clarke.com/pages/a-propos-de-bruce-clarke

Méditerranée

Maroc

Cinéma à l'école

Partenaires : association Chouala et Solidarité Laïque (Programme concerté Maroc)

La Campagne mondiale pour l'éducation est née en 1999, en amont du forum Education pour tous de Dakar, à l'initiative de la Marche mondiale contre le travail des enfants et de l'Internationale de l'éducation. C'est une vaste alliance de la société civile (associations de défense des droits de l'Homme, de solidarité internationale, syndicats...) présente dans plus de 120 pays, dont la France (via Solidarité Laïque). Elle organise une semaine d'action mondiale en avril, période anniversaire du forum de Dakar.

dans 12 pays en 2013



sation et des activités génératrices de revenus pour améliorer les conditions de vie des mères éducatrices et des familles de la province de l'Oudalan. L'objectif est notamment de sensibiliser les mères sur les questions touchant à leur épanouissement physique et moral, et accroître leur pouvoir économique et celui de leurs familles.

Madagascar

Equipement en instruments d'un centre d'arts et de musique à Tuléar, région d'Atsimo Andrefana

Partenaire : ONG Bel Avenir et Centre confédéral de la Ligue de l'enseignement.

Projet : la province de Tulear est l'une des provinces les plus touchées par la pauvreté à Madagascar. L'objectif du projet est de lutter contre les effets de la pauvreté sur les jeunes et notamment les jeunes femmes, en proposant des activités culturelles et ludiques au centre arts et musiques de l'ONG Bel Avenir. Le projet consiste ici à participer à l'achat d'instruments de musique.

Sénégal

Quelques exemples de projets « Pas d'éducation, pas d'avenir » dans le pays ces 3 dernières années.

2011

Financement de l'Afaad pour fabriquer et utiliser des outils pédagogiques pour la petite enfance.

2012

Consolidation du projet Afaad dans la banlieue de Dakar.

Construction d'une classe en dur à Peycouck, région de Thiès.

2013

Construction d'une septième classe en dur dans l'école Célestin Frenet à Daganna, région de Saint-Louis.

Développement d'un projet en milieu rural au bénéfice des élèves de primaire et secondaire et d'un foyer rural à Sokone, région de Fatick.

Construction d'une salle de classe en dur à Dior Seye, région de Thiès.

Togo

L'éducation à portée de main

Partenaires : association ABCDE (Association bénévole pour la construction et le développement d'une école) et Ligue de l'enseignement de Vendée

Projet : l'objectif du projet est d'accompagner les habitants d'Avexo-Tugbli (Région des plateaux) dans la construction d'un nouveau bâtiment car l'école actuelle du village est très fragile et ne résiste pas à la saison des pluies qui sévit dans l'année. La sécurité des enfants n'est donc pas garantie dans l'ancienne école. ■



Les 8 objectifs du millénaire pour le développement

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies
7. Préserver l'environnement
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Soutenez la campagne et faites un don

Vous pouvez déjà adresser vos dons (voir coupon page 8) à **Solidarité Laïque**
22 rue Corvisart - 75013 Paris.

Chèque à l'ordre de : **SOLIDARITE LAIQUE**

Interview de Mama Sow

« Il faut développer la complémentarité entre les programmes »



Mama Sow, universitaire, est le président du comité national pour le développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'ouest (CNDREAO), membre du programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'ouest (Prodéré-AO).

L'éducation primaire universelle est au cœur de l'opération « Pas d'éducation, pas d'avenir » 2014. Qu'est-ce que cela représente pour le CNDREAO ?

Parler de l'opération « Pas d'éducation, pas d'avenir » (Pépa), c'est déjà renvoyer aux objectifs du forum de Dakar en 2010 qui ont mis en avant cette nécessité pour tous les pays représentés de développer la dimension de la nécessaire qualité de l'éducation pour toutes et tous et d'universalité.

Le CNDREAO, membre du programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'ouest (Prodéré-AO), se reconnaît dans ces objectifs et travaille pour faire avancer l'éducation pour toutes et tous au Sénégal. Pépa est un moyen parmi d'autres d'entrer en contact avec d'autres associations, non membres du Prodéré, pour développer des liens nouveaux et renforcer son réseau. Chaque année des partenaires rejoignent le CNDREAO et d'autres restent en contact avec lui, après avoir bénéficié du soutien de Pépa.

Ainsi l'Afaad, les Ceméa ou le Redec, ayant bénéficié dans le passé d'un soutien de « Pépa », en sont aujourd'hui des membres actifs. C'est bien que Pépa soutienne des actions au Sénégal pour relever ce défi non évident d'une éducation primaire universelle. Cela aide à placer notre réseau comme partenaire du système éducatif sénégalais.

L'extension du réseau CNDREAO permet-elle de couvrir l'ensemble du Sénégal ?

Ce n'est pas systématique, mais toute association qui bénéficie de Pépa permet de créer des liens avec le CNDREAO. Nous sommes loin de couvrir l'ensemble du Sénégal, mais le fait de travailler ensemble renforce l'ouverture du réseau à d'autres partenaires.

L'exemple de Peycouck, ancien village de lépreux, au sud de Mbour, est un exemple de réussite entre Pépa et le Prodéré. Le finance-

ment du projet de construction d'une classe en dur est passé par le CNDREAO et a permis de travailler ensemble. Il faut savoir qu'au Sénégal beaucoup d'écoles ne sont constituées que d'abris provisoires qu'il faut reconstruire chaque année et que cela à un coût qui, supportable une année, devient financièrement lourd au fil des ans. Le volet construction et équipement est dans les projets du ministère. L'accès à l'éducation primaire universelle passe par des classes en dur. C'est un aspect essentiel, une priorité du gouvernement sénégalais et des associations qui travaillent avec lui. Il n'y a pas d'éducation durable sans classes en dur. Avoir accès à de telles structures où les élèves sont dans des conditions de travail plus favorable est un élément majeur (mais pas unique) pour aller vers une éducation de qualité.

Le CNDREAO est membre du Prodéré-AO, s'inscrit depuis plusieurs années dans l'opération Pépa, participe au parrainage d'enfants, vient d'organiser la rentrée solidaire. Comment tout cela est-il lié ?

L'objectif central est le développement du Prodéré-AO et tout programme qui vient renforcer le Prodéré est un plus pour ce dernier. La coordination générale est une plus value qui tend à rendre les actions du Prodéré les plus performantes possible. Dans le cadre de consolidation des budgets, cela ne peut être que bénéfique pour ces actions, projets et programmes divers si on leur accorde une certaine concordance dans le temps. C'est tout un problème de coordination pour arriver à avoir des fonds qui soient complémentaires entre eux. Si tout converge (et cela n'est pas évident) on peut rendre les projets plus ambitieux. Il faut y réfléchir pour faire monter d'un cran nos ambitions.

Il faut développer la dimension d'une complémentarité renforcée entre les divers programmes pour atteindre les objectifs de l'éducation primaire universelle.

■ Il est temps de renouer le dialogue sur les droits de l'enfant !

Le 21 novembre 2013, les 35 organisations du projet « Agir ensemble pour les droits de l'enfant », appuyé par Solidarité Laïque, se sont réunies au Palais Bourbon. Plus de 150 personnes s'étaient rassemblées pour échanger avec Dominique Bertinotti, ministre déléguée chargée de la famille, Dominique Baudis, défenseur des droits, Marie Derain, défenseure des enfants ainsi qu'avec Dominique Raimbourg, vice-président de la commission des lois à l'Assemblée nationale.

L'enjeu de cette soirée était d'inviter les pouvoirs publics à mieux travailler ensemble et avec la société civile afin de progresser dans l'application par la France de la convention internationale des droits

de l'enfant, en favorisant notamment plus de cohérence et d'équité.

Chacun des intervenants a affirmé sa volonté d'œuvrer en faveur d'un meilleur respect des droits de l'enfant en France tout en mettant l'accent sur la nécessité d'une meilleure prise en compte de celui-ci en tant que sujet de droits.

Solidarité Laïque se réjouit de ces engagements et a apprécié que l'institution du défenseur des droits, par la voix de la défenseure des enfants, réaffirme avec force son besoin de travailler avec eux, et pas seulement pour eux.

Plus d'informations sur www.solidarite-laique.org

■ Rentrée solidaire au Sénégal : opération réussie

La 13^{ème} rentrée solidaire s'est déroulée au mois de novembre au Sénégal. Quelques 55 000 élèves et enfants très défavorisés ont reçu des fournitures scolaires pour mieux poursuivre leur cursus scolaire.

Ce sont 70 m³ qui ont été acheminés à Dakar, après avoir été donnés, entre septembre et décembre 2012, par des élèves scolarisés en France et qui ont travaillé, avec leurs enseignants, sur le don, la solidarité, le Sénégal (le pays, sa culture, ses langues, son économie, son histoire...) grâce aux documents mis en ligne par Solidarité Laïque.

Ce sont aussi 15 000 € de fournitures scolaires qui ont été achetées sur place, à Dakar, grâce aux dons en argent. Solidarité Laïque tient aussi, dans

cette opération, à faire tourner l'économie locale. Cette année, l'association internationale des régions francophones a été partenaire de l'opération en fournissant des sacs à dos et des manuels pour les cours préparatoires et les cours moyens 1^{ère} année.

62 écoles maternelles, 82 écoles élémentaires et 32 collèges sélectionnés à travers le pays par nos partenaires sénégalais, membres du Prodéré-AO, et le ministère sénégalais de l'Education nationale ont été les bénéficiaires de cette distribution. Merci à toutes celles et tous ceux qui ont permis la réalisation de cette rentrée.

Plus d'information sur www.uncahier-uncrayon.org

Devenez parrain ou marraine !

Le parrainage s'inscrit dans le cadre des valeurs de Solidarité Laïque, dans une perspective humaniste et démocratique, respectueuse des droits de l'Homme et du droit des jeunes au sens de la Convention internationale pour le droit des enfants.

Le parrainage est un moyen d'aborder le développement des sociétés en aidant les plus démunis afin de leur permettre une inclusion sociale, citoyenne et professionnelle. Il s'adresse donc en priorité aux plus démunis : orphelins, enfants en situation de handicap mental ou physique, frappés d'exclusion par la maladie ou le statut social.

Les grands principes du parrainage à Solidarité Laïque sont la laïcité (les associations participant au parrainage sont apolitiques et non confessionnelles ; elles agissent sur le terrain sans aucune discrimination ethnique, sexiste, politique ou religieuse) et la solidarité (le parrainage tente de remédier à des injustices et inégalités sociales, en insistant sur la formation des enfants et des jeunes, pour leur permettre de prendre leur destin en main).



Des principes démocratiques et un fonctionnement rigoureux

Le parrainage a pour objectif d'inscrire dans la société les droits des enfants dans leur vie quotidienne : droit à l'alimentation, à l'éducation, à la santé, à la protection... pour les filles comme pour les garçons.

Solidarité Laïque recrute les parrains volontaires. Les associations des pays concernés identifient les enfants à parrainer, après une enquête sociale et scolaire approfondie.

Chaque trimestre, l'association locale fait parvenir à Solidarité Laïque des renseignements précis et individualisés sur la situation scolaire et sociale, sur la vie quotidienne et la santé des enfants.

Ces fiches sont envoyées aux parrains concernés par Solidarité Laïque.

Solidarité Laïque reçoit sous forme de virements réguliers, indispensables au bon équilibre du dispositif, les versements des parrains qui permettent de subvenir aux besoins essentiels des enfants. L'association partenaire gère les sommes reçues de Solidarité Laïque trimestriellement et transmet un bilan financier envoyé aux parrains par Solidarité Laïque.

Les pays partenaires : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Haïti, Liban, Sénégal.

Pour obtenir des renseignements complémentaires sur le parrainage :
Tél.: 01 45 35 13 13 - Fax : 01 45 35 47 47
Demander Roland Biache ou une bénévole « parrainage pays ». Courriel : relations-donateurs@solidarite-laique.org

www.solidarite-laique.org

> Handicap et éducation inclusive

La prochaine semaine d'action de la Campagne mondiale pour l'éducation, dont Solidarité Laïque est le relais français, aura lieu du 2 au 10 mai 2014 sur le thème « Handicap et éducation inclusive ». Elle sera l'occasion de mobiliser sur les défis profonds auxquels sont confrontés les enfants en situation de handicap, les enfants marginalisés, les minorités dans la réalisation de leur droit à l'éducation. Cette mobilisation annuelle, relayée dans plus de 120 pays, permettra aussi de promouvoir des exemples d'éducation inclusive.

> Vers un programme concerté pluri-acteurs en Tunisie ?

Le programme Soyons actifs/actives engagé par les membres de Solidarité Laïque a pour objectif de renforcer la société civile tunisienne dans son travail en faveur de la réduction des inégalités économiques et sociales. Pour cela, ce programme s'ouvre vers d'autres acteurs de la société civile et vers les collectivités territoriales des deux rives en vue de la construction de la 2^{ème} phase en 2014.



pasdeducationpasdavenir.org

ORGANISÉE PAR  &  AVEC LE SOUTIEN DU  EN PARTENARIAT AVEC 



BON DE SOUTIEN



(A retourner dans l'enveloppe réponse jointe sans l'affranchir)

OUI, je soutiens Solidarité Laïque pour financer la Campagne « Pas d'éducation, pas d'avenir ! » et favoriser l'accès à l'éducation pour tous

Je verse mon don par chèque bancaire ou postal à l'ordre de **Solidarité Laïque** d'un montant de :

30 € 40 € 50 €* 70 € 100 € Autre Montant€

Vos avantages fiscaux

66 % de déduction fiscale*

Vous donnez	Déduction	Coût réel
50 €	33 €	17 €

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____ @ j'autorise Solidarité Laïque à m'informer de son actualité

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôt de 66 %, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

Informatique et Liberté : Pour tout droit d'accès et de rectification, s'adresser à Solidarité Laïque. Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit échangée, veuillez cocher la case ci-contre

Solidarité Laïque est habilitée à recevoir des legs, je souhaite recevoir un dossier de présentation.